



**MARCHÉ PUBLIC DE PRESTATIONS
INTELLECTUELLES**

OPERATION : Etablissement public Sèvres -Cité de la Céramique

Construction d'un nouveau bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres

OBJET DU MARCHÉ : Mission de contrôle technique

TITULAIRE : (à préciser)

N° de Marché : (à préciser)

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Date : **Décembre 2024**

SOMMAIRE

| | |
|---|-----------|
| ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHE - DISPOSITIONS GENERALES | 4 |
| 1.1 - Objet du marché..... | 4 |
| 1.2 - Découpage en tranches | 4 |
| 1.3 - Intervenants | 4 |
| 1.5 - Contraintes et limites des prestations dues par le titulaire technique | 6 |
| 1.6 - Mode d'attribution des travaux | 6 |
| 1.7 - Sous-traitance..... | 6 |
| 1.8 - Conduite des prestations..... | 7 |
| 1.9 - Décision de poursuivre | 7 |
| 1.11 - Travail dissimulé | 7 |
| ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE | 7 |
| 2.1 - Pièces particulières | 7 |
| 2.2 - Pièces générales | 8 |
| ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION DU TITULAIRE | 8 |
| 3.1 - Solidité des ouvrages (Mission L et P1) | 9 |
| 3.2 - Sécurité des personnes (mission S) | 9 |
| 3.3 - Mission HAND et ATT HAND..... | 10 |
| 3.4 - Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments | 10 |
| 3.5 - Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie | 10 |
| 3.6 - Mission F relative au fonctionnement des équipements | 10 |
| 3.7 - Vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension (mission CONSUEL)..... | 10 |
| 3.8 - Contrôle initial des installations électriques (mission VIEL) | 10 |
| ARTICLE 4 - ELEMENTS DE MISSION | 11 |
| ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE..... | 11 |
| 5.1 - Dispositions générales..... | 11 |
| 5.2 - Intervention en phase de conception | 13 |
| 5.3 - Intervention en phase de réalisation | 14 |
| 5.4 - Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement..... | 15 |
| ARTICLE 6 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION..... | 15 |
| 6.1 - Forme et contenu des prix..... | 15 |
| 6.2 - Détermination des prix de règlement..... | 15 |
| 6.3 - Modalités de règlement..... | 16 |
| ARTICLE 7 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS..... | 18 |

| | |
|--|-----------|
| ARTICLE 8 - RESILIATION..... | 18 |
| 8.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général..... | 18 |
| 8.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire | 18 |
| 8.3 - Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique..... | 19 |
| 8.4 - Exécution de la prestation aux frais et risques | 19 |
| ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI..... | 19 |
| 9.1.1 Délais en phase de conception | 19 |
| 9.1.2 Délai en phase de réalisation et de période de garantie de parfait achèvement | 19 |
| 9.2 Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire | 19 |
| 9.3 Prolongation du délai d'exécution | 20 |
| 9.4 Pénalités | 20 |
| ARTICLE 10 - ACHEVEMENT DE LA MISSION | 21 |
| ARTICLE 11 - CLAUSES DIVERSES..... | 21 |
| 11.1 - Cautionnement - Retenue de garantie..... | 21 |
| 11.2 - Assurances..... | 21 |
| ARTICLE 12 - UTILISATION DES RESULTATS..... | 22 |
| ARTICLE 13 - OBLIGATION DE DISCRÉTION | 22 |
| ARTICLE 14 - REGLEMENT DES LITIGES..... | 22 |
| ARTICLE 15 TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES | 22 |
| ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX | 23 |

ARTICLE 1 - OBJET DU MARCHÉ - DISPOSITIONS GENERALES

1.1 - Objet du marché

Le présent marché de prestations intellectuelles a pour objet l'intervention du contrôleur technique concrétisée par des actes et avis dans les conditions des articles L.125-1 du Code de la construction et de l'habitation et portant sur les natures et domaines définis à l'article 3 ci-après pour les études et les travaux de l'opération de construction d'un bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres.

Les missions qui lui sont confiées comprennent :

- **Les missions de base :**
 - o L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
 - o S relative à la sécurité des personnes.
- **Les missions complémentaires suivantes :**
 - o P1 relative à la sécurité des éléments d'équipement non indissociablement liés ;
 - o Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie dans des bâtiments ;
 - o Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments ;
 - o HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées ;
 - o F relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques ;
- **Les missions d'accompagnement suivantes :**
 - o Attestation HAND relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux ;
 - o CONSUEL relative à la vérification des installations électriques avant mise sous tension ;
 - o VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques ;

Elles seront exercées en conformité avec la Norme NF P 03 - 100 complétée par le CCTG approuvé par le décret N° 99-443 du 28 Mai 1999, lui-même complété par des dispositions fixées dans le présent document.

1.1.2 – Forme du marché

Le marché est un marché à prix global et forfaitaire.

1.2 - Découpage en tranches

Sans objet.

1.3 - Intervenants

1.3.1 - Maîtrise d'ouvrage :

Le maître d'ouvrage est la Direction Générale de la Création Artistique (DGCA).

Il est désigné dans les différents documents sous le nom de "le maître d'ouvrage".

Il est cependant précisé que, sauf mention contraire spécifique, tous les actes relevant du maître d'ouvrage sont assurés par le mandataire.

1.4.2 – Mandataire

Le Mandataire désigné par le maître d'ouvrage conformément à la convention de mandat du 7 novembre 2023 est :

L'Opérateur du Patrimoine et des Projets Immobiliers de la Culture (OPPIC)

30 rue du château des Rentiers

CS 61336

75647 Paris Cedex 13

Il est désigné dans les différents documents contractuels sous le nom de : « l'acheteur ».

1.4.3 - Maîtrise d'œuvre :

Elle est assurée par le groupement suivant :

- HEMAA Architectes – Architecte mandataire
- DLAA – Architecte du patrimoine associé
- INCET – BET TCE environnement, thermique et VRD
- Atelier Florent Clier – Paysagiste concepteur
- P2M – BET Environnement, amiante, plomb et dépollution

ci-après dénommé « le maître d'œuvre ».

La mission du maître d'œuvre comprend la conception et le suivi de la réalisation des travaux de construction d'un bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres.

En complément de la mission de base au sens de l'article R2131-4 du code de la commande publique, il est confié au maître d'œuvre les missions complémentaires suivantes :

- Mission diagnostic des existants à démolir (DIAG)
- Mission de coordination des systèmes de sécurité incendie (CSSI)
- Mission EXE partielle (CDPGF)
- Mission Assistance et de Conseil pour l'Exploitation et la Maintenance (ACEM)
- Mission de Synthèse et participation à la synthèse (SYNTH)

1.4.4 - Ordonnancement, pilotage et coordination :

Le contrat de l'OPC est à la charge du maître d'ouvrage.

L'OPC sera désigné ultérieurement.

1.4.5 - Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé :

Conformément aux articles L. 4532-2 et suivants du code du travail, et en fonction des caractéristiques de l'opération, il sera fait appel à l'intervention d'un Coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé agréé.

Le contrat du Coordonnateur sécurité santé est à la charge du maître d'ouvrage.
Le titulaire est en cours de désignation.

L'opération est classée en : **1^{ère} catégorie - Coordonnateur de niveau 1**

Le contrat du Coordonnateur sécurité santé est à la charge du maître d'ouvrage.
Le CSPS sera désigné ultérieurement.

1.4.6 – Agent de commissionnement

Un Agent de commissionnement pour le suivi de la conception et le commissionnement du bâtiment sera désigné au stade APS et sa mission s'achèvera à la fin de l'année de garantie de parfait achèvement ou à la fin de la deuxième année d'exploitation du bâtiment. Le titulaire se verra également confier une mission de suivi multi-technique jusqu'à la phase PRO.

Le contrat relatif à la mission de l'agent de commissionnement est à la charge du Maître d'ouvrage.

1.4.7 – Autres intervenants

Le représentant du maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres AMO ou maîtres d'œuvres en cours d'études ou de réalisation. Ces intervenants n'ont pas pour mission de se substituer à la MOE ou d'en pallier les carences.

Le titulaire devra, sans que cela ouvre droit à rémunération complémentaire, prendre en compte les observations de ces nouveaux AMO qui auront été retenus par le représentant du maître d'ouvrage.

1.5 - Contraintes et limites des prestations dues par le titulaire technique

1.5.1 - Contraintes

Dans le cadre de ses prestations, le titulaire doit prendre en compte les contraintes liées au site, à l'environnement et à l'architecture du bâtiment.

1.5.2 - Nature du contrôle

Le choix des aléas techniques dont la prévention est recherchée, est explicité à l'article 5 du présent CCAP et est conditionné notamment par le respect des exigences essentielles suivantes :

- résistance mécanique et stabilité du bâtiment ;
- sécurité en cas d'incendie ou de panique, en ce qui concerne le personnel ;
- sécurité d'utilisation ;
- conformités aux réglementations et exigences du maître d'ouvrage indiquées dans le programme de l'opération

1.5.3 - Limites des prestations

L'intervention du titulaire porte sur le contrôle technique de la totalité des ouvrages du projet du groupement de maîtrise d'œuvre dont HEMAA Architectes est le mandataire et qui seront réalisés dans le domaine délimité par le présent document.

1.6 - Mode d'attribution des travaux

Les travaux seront dévolus en lots séparés, et pourront faire l'objet des procédures prévues par le Code de la commande publique en fonction des seuils observés et des prestations à réaliser.

Il est précisé que le découpage en lot se fait en concertation avec l'acheteur au niveau de l'avant-projet définitif (APD).

A cette fin le DCE devra comporter tous les éléments permettant aux entreprises de s'engager sur un prix forfaitaire.

Un planning définitif de remise des dossiers de consultation des entreprises sera alors établi.

1.7 - Sous-traitance

Les dispositions du Code de la commande publique relatives à la sous-traitance dans les marchés publics (articles L. 2193-1 et suivants, R. 2193-1 et suivants et R. 2152-7 à R. 2152-8 et R. 2152-11 à R. 2152-12) sont applicables.

Il est précisé par ailleurs que :

- Les personnes physiques appelées à intervenir dans ce cadre devront présenter des garanties de compétences professionnelles au moins équivalentes, pour les tâches à effectuer, à celles des personnes désignées à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.
A défaut, l'acheteur pourra récuser le sous-traitant proposé.
- Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché est (sont) tenu(s) de communiquer le ou les sous-traité(s) le(s) liant au sous-traitant à l'acheteur, lorsque celui-ci en fait la demande.
Le titulaire ou, en cas de groupement, le(s) co-traitant(s) du marché qui, sans motif valable, 15 jours après avoir été mis par écrit en demeure de le faire, ne communique(nt) pas un sous-traité, encourt (encourent) la pénalité fixée à [l'article 9.4.6](#) du CCAP.
- Dans l'éventualité où un sous-traitant confierait à un autre sous-traitant l'exécution d'une partie du marché dont il est chargé, il est précisé que l'acheteur n'acceptera pas la mise en place d'une délégation de paiement et exigera du sous-traitant dit de 1er rang la constitution d'une caution au bénéfice de son sous-traitant.

1.8 - Conduite des prestations

Le titulaire désigne nominativement son représentant chargé de la conduite des prestations ainsi qu'un suppléant de même compétence et capable de le remplacer en cas d'empêchement. Ces deux personnes physiques sont désignées nominativement à l'annexe n° 2 de l'acte d'engagement.

Le titulaire adaptera sa disponibilité au besoin de la mission sachant que la personne désignée doit pouvoir répondre aux sollicitations de l'acheteur dans le délai de 5 jours.

Il est fait application des dispositions de l'article 3.4.3 du CCAG-PI dans le cas où le titulaire présenterait à l'acheteur un remplaçant à la personne physique nommément désignée à l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Le remplaçant devra justifier d'une expérience professionnelle et d'une compétence équivalentes à celles de la personne désignée à l'acte d'engagement du marché. A défaut, le remplaçant sera refusé.

Dans ce cas et par dérogation à l'article 3.4.3 du CCAG-PI, le titulaire dispose d'un délai de **15 jours** pour proposer un autre remplaçant.

Le titulaire assure le passage des consignes et la transmission des documents qu'il a rédigés ou reçu à toute nouvelle personne désignée pour le remplacer ou lui succéder, même temporairement.

Le passage de consigne fait l'objet d'un procès-verbal.

1.9 – Décision de poursuivre

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations est subordonnée soit à la conclusion d'un avenant soit à la notification d'une décision de poursuivre prise par l'acheteur.

1.10 - Prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de passer un marché de passer un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence avec le titulaire pour l'achat de prestation similaires aux prestations décrites au présent marché, dans les conditions prévues à l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique.

1.11 - Travail dissimulé

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé au regard des articles susvisés et produira à l'acheteur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

ARTICLE 2 - PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

En application de l'article R. 2191-46 du Code de la commande publique, l'acheteur remet à la demande du titulaire, une copie de l'original du marché revêtue d'une mention dûment signée, par lui, indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre au titulaire de céder ou de nantir des créances résultant du marché, ou un certificat de cessibilité conforme à un modèle défini par arrêté du ministre chargé de l'économie.

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-PI, les pièces constitutives du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

2.1 - Pièces particulières

• L'acte d'engagement et ses 3 annexes :

- Annexe 1 : Demande de sous-traitance (à compléter si nécessaire)
- Annexe 2 : Organigramme et composition de l'équipe proposée pour la réalisation des missions (à fournir par le candidat)
- Annexe 3 : Décomposition des Prix Globale et Forfaitaire (à compléter par le titulaire),

- **Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses 3 annexes :**
 - Annexe 1 : Dossier technique comprenant le mémoire technique au stade concours de maîtrise d'œuvre, le programme technique et fonctionnel, le programme environnemental et l'étude patrimoniale des bâtiments 9/10/12/13 ;
 - Annexe 2 : Calendrier prévisionnel des études et travaux ;
 - Annexe 3 : Convention d'interchange relative au service d'échange électronique de gestion financière des marchés
- **Le mémoire technique général remis à l'appui de l'offre relative au présent marché**

2.2 - Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix tel que ce mois est défini à l'article **2** de l'acte d'engagement (**décembre 2024**).

- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (CCAG-PI) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles.
- le cahier des clauses techniques générales (CCTG) applicables aux marchés de contrôle technique approuvés par décret n° 99-443 du 28 Mai 1999 et la Norme NF P 03-100.

ARTICLE 3 - NATURE ET DOMAINE D'INTERVENTION DU TITULAIRE

Les missions confiées au titulaire sont les suivantes, définies par le décret n°99-443 du 28 mai 1999 et son annexe A ainsi que la Norme NF P 03-100, complétés par les dispositions du présent Cahier des Clauses particulières.

Les missions qui lui sont confiées comprennent :

- la mission de base
 - L relative à la solidité des ouvrages et des éléments d'équipement indissociables ;
 - S relative à la sécurité des personnes
- les missions complémentaires suivantes :
 - P1 relative à la sécurité des éléments d'équipement non indissociablement liés
 - Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie dans des bâtiments
 - Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments
 - HAND relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées
 - F relative au fonctionnement des installations nécessaires à l'exploitation du bâtiment hors activités économiques
- Les missions d'accompagnement suivantes :
 - Attestation HAND relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux
 - CONSUEL relative à la vérification des installations électriques avant mise sous tension
 - VIEL relative à la vérification initiale des installations électriques

Le contenu de ces missions est défini à l'annexe A du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés de contrôle technique approuvé par décret n° 99-443 du 28 Mai 1999 ainsi que la Norme NF P 03-100 et complété par le présent document.

3.1 – Solidité des ouvrages (Mission L et P1)

La mission Solidité L est complétée par la mission et P1, telles que définies dans la norme NF P 03-100.

La solidité des ouvrages neufs et leur incidence sur les existants et avoisinants est contrôlée par la vérification de la capacité des ouvrages à résister aux actions permanentes ou répétées auxquelles ils sont soumis, du fait de leur conception, telles que charges propres, mouvements différentiels, réactions du sol, ainsi que du fait des agents extérieurs, tels que charges de service, agents climatiques, corrosion.

Cette mission porte sur la totalité des ouvrages existants ou réalisés dans le cadre de la présente opération y compris les dispositions mises en œuvre permettant d'assurer leur stabilité en phase provisoire.

3.2 - Sécurité des personnes (mission S)

Cette mission porte sur les conditions de sécurité des personnes dans les constructions et le respect des exigences de la réglementation en vigueur relative à la sécurité des personnes dans les constructions.

Le contenu de ces missions est défini à l'annexe A de la Norme NF P 03-100 complétée par le présent document

La mission concerne les aspects de la sécurité du personnel et du public qui font l'objet d'une réglementation spécifique dans les conditions fixées à l'article 5 du présent CCAP et les autres aspects qui peuvent mettre en cause la responsabilité des constructeurs face aux aléas techniques générateurs d'accidents corporels.

Parmi ces aléas techniques, on peut citer :

- l'effondrement de la construction dans son ensemble ou de l'une de ses parties ;
- les effets de la foudre, les risques d'asphyxie et d'explosion, les risques d'accidents domestiques dus à la construction : risques de circulation, risques électriques et mécaniques ;
- les aléas techniques générateurs d'accidents corporels qui découlent d'un défaut dans l'application des dispositions législatives ou réglementaires, relatives à la sécurité des personnes dans les constructions. Cette partie de la mission ne s'étend donc, à titre d'exemples, ni aux aléas relatifs aux nuisances et aux pollutions, ni aux aléas visés par d'autres rubriques des conditions générales du présent marché de contrôle, notamment à la solidité qui est ici réputée acquise ; elle ne comprend pas le contrôle du fonctionnement mais inclut celui des dispositifs réglementaires de sécurité ;
- les dispositions relatives aux personnes handicapées à mobilité réduite, au regard du règlement de sécurité visé par l'article R 123.12 du Code de la construction et de l'habitation, concernant la protection contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public, ainsi que les règles analogues résultant de l'application du Code du travail.

Les interventions de cette nature ne concernent pas la sécurité du chantier. Elles concernent en revanche la sécurité des dispositifs d'entretien prévus (échafaudages mobiles de nettoyage, échelles mobiles, etc.).

Cette mission S porte sur les ouvrages et éléments d'équipements faisant partie des marchés qui participeront à l'opération et qui sont visés du point de vue de la sécurité des personnes par la réglementation technique applicable à la construction du fait de sa destination, en tenant compte notamment des contraintes résultant des mesures de protection contre l'intrusion.

La mission de base S est étendue aux ouvrages et éléments d'équipements existants avant la réalisation des travaux d'aménagement visée à l'article 1er et modifiés ou non par ceux-ci sur les parties de la construction non comprises dans le volume des travaux.

Elle comprend en outre :

- la vérification pendant la phase de conception du projet de la liste des essais et vérifications d'autocontrôle qui figurent dans les documents techniques destinés à la consultation des entreprises de travaux,
- l'avis du titulaire sur les résultats des essais et vérifications d'autocontrôle.

3.3 - Mission HAND et ATT HAND

Cette mission est relative à l'accessibilité des constructions pour les personnes handicapées :
La mission porte sur les ouvrages et éléments d'équipements concourant à la satisfaction des exigences réglementaires.

Elle comporte notamment la vérification de la notice relative à l'accessibilité des personnes à mobilité réduite de l'autorisation de travaux, ainsi que la participation aux réunions concernant ce sujet, en phase de conception et lors de la procédure d'instruction de l'autorisation de travaux sur monuments historiques.

En application des articles L.111-8, L. 111-26, R.111-19-18 et R.111-19-19 du Code de la construction et de l'habitation, la mission du titulaire comporte également la rédaction du dossier permettant de vérifier la conformité de travaux de construction, d'aménagement ou de modification d'un établissement recevant du public avec les règles d'accessibilité aux personnes handicapées. Ce dossier devra être rédigé conformément aux dispositions de l'arrêté du 11 septembre 2007 du ministère de l'écologie, du développement et de l'aménagement durables.

Par ailleurs, le marché intègre la mission d'accompagnement ATT HAND relative à l'accessibilité aux personnes handicapées en fin de travaux.

3.4 – Mission Ph relative à l'isolation acoustique des bâtiments

La mission du titulaire a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires quand elles existent ou aux prescriptions contractuelles retenues par l'acheteur relativement à l'isolation et les qualités acoustiques des bâtiments.

3.5 - Mission Th relative à l'isolation thermique et aux économies d'énergie

La mission du titulaire a pour objet de donner un avis sur la capacité de l'ouvrage à satisfaire aux prescriptions réglementaires et programmatiques relatives à l'isolation thermique et aux économies d'énergie.

3.6 - Mission F relative au fonctionnement des équipements

Outre les éléments figurant à l'annexe A du décret n°99-443 du 28 mai 1999, la mission portera également sur les installations électriques intérieures de courants faibles (informatique, téléphonie, sécurité incendie, sûreté, GTB...).

3.7 – Vérification de la conformité des installations électriques préalablement à la mise sous tension (mission CONSUEL)

Le titulaire a en charge l'obtention des attestations de conformité aux règles de sécurité électriques en vigueur, nécessaires à la mise en service du bâtiment auprès de l'association CONSUEL. Il a à sa charge l'ensemble des frais nécessaires à cette mission.

3.8 - Contrôle initial des installations électriques (mission VIEL)

Cette mission concerne la vérification exhaustive des installations électriques au titre de la protection des travailleurs.

ARTICLE 4 - ELEMENTS DE MISSION

Les prestations décrites dans le présent chapitre pourront être exécutées en plusieurs parties.

Chacune des missions confiées au titulaire sera constituée à partir des éléments de mission principaux suivants :

- Examen des documents de conception : éléments APS et dossier d'Autorisation de Travaux sur Monuments Historiques, APD, PRO établis par la maîtrise d'œuvre ;
- Examen des documents d'exécution : DOE et notes de calculs établis par les entreprises ;
- Examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements : élément suivi de travaux ;
- Opérations préalables à la réception et remise des ouvrages ;
- Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement.

ARTICLE 5 - CONDITIONS D'EXECUTION DES MISSIONS DE CONTROLE TECHNIQUE

5.1 – Dispositions générales

Le titulaire intervient pendant la conception et l'exécution des ouvrages jusqu'à la fin de la période de garantie de parfait achèvement pendant laquelle les interventions du titulaire sont demandées par l'acheteur.

Le titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui apparaissent nécessaires, compte tenu des natures et domaines d'intervention qui lui sont confiés par le présent contrat, pour mettre en garde l'acheteur contre les conséquences dommageables de dispositions prises par l'entrepreneur pour assurer la qualité de l'exécution. Le titulaire est juge, sous sa responsabilité, du caractère de nécessité des actes en cause.

Ces actes comprennent en tout premier lieu l'évaluation technique du projet par rapport aux dispositions des documents réglementaires et normatifs existants.

D'une manière générale, le titulaire doit examiner les dispositions prises, les calculs effectués et les plans fournis par tous les intervenants dans la conception et la réalisation de l'ouvrage.

Tout au long de la conception, jusque et y compris les calculs et détails d'exécution, les interventions du titulaire comportent l'examen critique des documents, pièces écrites ou dessins fournis par les constructeurs, par leurs sous-traitants et éventuellement par les fabricants d'équipements rendus solidaires par l'article 1792 - 4 du Code civil et en particulier :

- examen des dispositions du programme pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements ;
- examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- examen des conditions d'appels d'offres pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et les équipements notamment la qualification exigée pour les entreprises ;
- examen des modifications apportées au dossier d'appels d'offres et retenues par la maîtrise d'ouvrage.

Ces examens et vérifications se concrétisent par des avis rédigés dans une forme accessible à l'acheteur à qui ils sont destinés et signés par le responsable technique autorisé visé à l'article 1.8 du présent CCAP.

A cet effet, il est précisé au titulaire que la gestion et le contrôle des documents sera électronique. La mise en place de cet outil sous forme de plateforme informatisée via Internet permettra d'assurer le stockage et le traitement de la documentation (distribution) d'une part, l'administration des documents, des échanges et des visas d'autre part, tout en garantissant la sécurité, le contrôle des versions, l'approbation et la soumission, en vue d'une livraison de cette documentation en fin d'opération.

L'outil informatique sera obligatoirement utilisé par l'ensemble des intervenants et entreprises de l'opération.

Ce dispositif d'échange devra permettre :

- l'archivage, la sauvegarde et la gestion documentaire des plans, notes de calcul, documents techniques et comptes rendus émis par chacun des acteurs du chantier définis à l'article 1.3 du CCAP (y compris contrôleur technique et coordonnateur SPS). La solution proposée devra permettre la visualisation et le téléchargement des documents informatisés dès leur dépôt à destination des utilisateurs désignés par l'émetteur. Accessibilité 24/7 pendant toute la durée de l'opération ;

- la gestion et le suivi des documents déposés (suppression, mise à jour, etc.) ;
- le suivi des visas électroniques des maîtres d'œuvre, cellule de synthèse, bureau de contrôle, etc. sur les documents d'exécution selon un cadre et un processus à définir par le titulaire en liaison avec les différents interlocuteurs ;
- l'information en temps réel des utilisateurs concernés par courrier électronique lors de son dépôt sur la plateforme, par l'envoi immédiat de courriers électroniques ;
- la gestion des droits d'accès au service pour l'ensemble des utilisateurs selon la durée et la nature de leur intervention dans le cadre de l'opération.

Il n'est pas prévu que les utilisateurs aient à assumer financièrement la mise en œuvre ou l'utilisation de ce service.

L'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner l'acheteur sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci. La mission du titulaire n'implique pas qu'il doive nécessairement assister aux réunions de chantier.

La mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler à l'acheteur les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet.

Si ce responsable n'est pas l'agent visé à l'article 1.8 du présent CCAP, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent désigné.

Le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date à l'acheteur, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet. Il n'est pas tenu d'assister aux opérations préalables à la réception.

Durant la période de parfait achèvement qui suit la réception, le titulaire continue à fournir ses avis comme ci-dessus. A la fin de cette période, il établit un second rapport récapitulatif selon un plan identique au premier.

Pour ce qui concerne la sécurité des personnes, le titulaire donne son avis sur l'application des divers règlements de sécurité. Lorsque de tels règlements n'existent pas, il attire l'attention de l'acheteur sur les dispositions du projet qui risquent de mettre en cause la responsabilité de l'acheteur et des constructeurs en cas d'accidents corporels survenant aux occupants.

Le titulaire doit dans ses avis, se référer aux documents relatifs au domaine de la construction (ou motiver les raisons pour lesquelles il s'en écarte) tels que :

- textes législatifs et réglementaires,
- fascicules du cahier des clauses techniques générales applicables aux marchés publics de travaux,
- les textes techniques de caractère normatif suivants :
 - . normes françaises, y compris les normes européennes transposées,
 - . règles et prescriptions techniques DTU,
 - . avis techniques, appréciations techniques d'expérimentation et agréments techniques européens,
 - . règles professionnelles dans les domaines non couverts par les textes précités.

Toutefois, dans les domaines où il n'existe pas de règles ou de connaissances précises, il est admis que dans ses avis le titulaire se borne à attirer l'attention de l'acheteur sur les risques encourus.

Le titulaire s'engage à agir avec toute la diligence souhaitable et à mettre en œuvre les moyens qui permettent d'éviter autant que faire se peut les surcoûts et les retards évitables qui peuvent découler de son intervention.

De son côté, l'acheteur prendra les dispositions nécessaires pour :

- informer dès l'origine, les maîtres d'œuvre, entreprises, bureaux d'études, et d'une manière générale, tous les intervenants à la construction, de l'existence du présent contrat ;
- donner au titulaire copie du dossier de sécurité et éventuellement de ses modificatifs ;
- fournir au titulaire tous plans descriptifs et notes de calculs ;

- assurer au titulaire le libre accès aux chantiers et autres lieux d'exécution des travaux intéressant la construction pour laquelle son intervention a été requise ;
- prévenir en temps utile le titulaire des dates de commencement des travaux et des phases essentielles de leur exécution ainsi que des dates des opérations préalables aux réceptions des ouvrages et lui communiquer les procès-verbaux de ces réceptions ;
- tenir informé le titulaire de la suite réservée à ses avis. Pendant l'exécution des travaux, le titulaire adresse directement au maître d'œuvre et à l'entrepreneur une copie pour information de ses avis et rapports et à l'acheteur si celui-ci le lui demande ;
- et d'une façon générale, permettre au titulaire d'exercer sa mission dans les conditions normales d'efficacité et de sécurité.

Si le titulaire n'a pas reçu les documents qu'il estime nécessaires à son intervention, il est tenu de le signaler à l'acheteur.

Il est interdit au titulaire de participer à la conception des ouvrages, à l'exécution des travaux, à leur métré, et de donner des ordres aux constructeurs. Cette disposition ne fait pas obstacle à la proposition de solutions par ce dernier pour contribuer à la résolution de problèmes techniques, tant en phase de conception que d'exécution.

Il est précisé que chaque phase décrite aux articles 5.2 à 5.4 du présent CCAP correspond à une partie technique au sens de l'article 22 du CCAG-PI.

5.2 – Intervention en phase de conception

L'intervention du titulaire en phase de conception correspond à la phase « Examen des documents de conception » telle que décrite à l'annexe B du CCTG applicable aux marchés de contrôle technique, compte tenu des précisions et compléments ci-après.

Durant toute la phase d'études, le titulaire participera aux réunions organisées par l'acheteur et le maître d'œuvre dont l'ordre du jour concerne les éléments soumis au contrôle.

Lors de ces réunions, et entre celles-ci le titulaire examinera les documents de conception au fur et à mesure de leur réalisation, émettra ses avis et proposera le cas échéant les solutions supplétives qu'il jugera opportun.

Ces avis seront récapitulés à chaque phase d'étude définie ci-après dans le rapport qui sera remis à l'acheteur en cinq exemplaires à l'issue de chacune de ces phases.

5.2.1- Intervention en phase APS

Le titulaire remettra notamment dans le cadre de son intervention en phase APS :

- Une note de présentation et d'analyse qui est transmise à l'appui du dossier d'avis sur travaux à la Commission de Sécurité. Cette note de présentation devra préciser les caractéristiques du projet en regard de la sécurité, sa conformité aux règlements ou à défaut les dérogations demandées et leurs justifications ;
- Une note de présentation et d'analyse qui est transmise à l'appui du dossier d'Autorisation de Travaux sur Monuments Historiques précisant les caractéristiques du projet en égard de l'accessibilité des personnes à mobilité réduite, sa conformité aux règlements ou à défaut les dérogations demandées et leurs justifications.

5.2.2- Intervention en phase APD

Le titulaire participera aux réunions de présentation du projet aux organismes chargés de l'instruction de l'Autorisation de Travaux sur Monuments Historiques qui auront lieu pendant cette phase d'études.

D'autre part, les conditions de l'appel d'offres et notamment la définition des lots seront réalisées lors de cette phase. Le titulaire examinera ces conditions pouvant avoir une incidence d'ordre technique sur les ouvrages et équipements soumis au contrôle, et notamment la qualification exigée des entreprises.

5.2.3- Intervention en phase PRO-DCE

Le rapport du titulaire remis à l'issue de cette phase constituera le Rapport Initial du Contrôleur Technique au sens du CCTG applicable aux marchés publics de contrôle technique, qui comportera notamment :

- L'examen des hypothèses retenues pour la détermination des caractéristiques techniques des ouvrages et des éléments d'équipement soumis au contrôle et destinés à la consultation des entreprises ;
- L'examen et les avis sur la liste des documents techniques de référence listés par la maîtrise d'œuvre dans les CCTP (CCTG, normes NF et européennes, DTU, etc.),
- L'examen et les avis sur les cahiers des charges des essais et mesures prévus aux CCTP ;
- L'examen des modifications apportées au dossier d'appels d'offres et retenues par la maîtrise d'ouvrage.

5.2.4- Intervention en phase ACT

L'analyse des candidatures et des offres remises dans le cadre de la consultation des entreprises relève des missions du maître d'œuvre.

Cependant, des variantes pourront avoir été proposées par les entreprises qui seraient susceptibles de modifier les hypothèses ayant conduit le titulaire à émettre un avis favorable dans le rapport remis à l'issue de la phase PRO-DCE.

Dans ces conditions, l'acheteur transmettra au titulaire les descriptifs de ces variantes, afin que celui-ci puisse donner son avis sur celles-ci dans le cadre de l'analyse des offres.

5.3 – Intervention en phase de réalisation

L'intervention du titulaire pendant l'exécution des travaux comporte autant de visites de chantier qu'il est nécessaire pour renseigner l'acheteur sur le respect, par les entreprises, des clauses concernant le calcul, le dessin des détails d'exécution, sur la qualité de l'exécution et les dispositions prises pour l'assurer, notamment lors des phases particulièrement importantes de celle-ci.

La mission du titulaire peut le conduire à s'assurer que la qualité des produits utilisés dans la construction a été normalement surveillée et qu'elle est appropriée au projet ; dans ce but il doit notamment signaler à l'acheteur les essais qu'il estime nécessaires.

Les avis donnés au fur et à mesure sur l'exécution sont signés ou contresignés par le responsable du contrôle de l'opération, personne physique désignée à cet effet. Si ce responsable n'est pas l'agent visé à l'article 1.8 du présent CCAP, il opère sous la responsabilité personnelle et par délégation de cet agent désigné. Ces avis sont adressés directement au maître d'œuvre et à l'OPC par le titulaire qui en adresse également une copie à l'acheteur et à l'entreprise concernée.

La mission du titulaire comporte notamment les éléments suivants :

- Examen des documents d'exécution : PEO et notes de calculs établis par les entreprises, visas des plans d'exécution, des plans de phasage, de procès-verbaux d'essais, avis techniques et notes de calcul ;
- Examen sur chantier des ouvrages et des éléments d'équipements et établissement de comptes rendus de conformité(s) ou d'anomalie(s) suite aux examens sur le chantier ;
- Récapitulatifs mensuels des avis émis non suivis d'effet ou en attente de réponse ;
- Participation aux essais et vérification de leurs résultats ;
- Participation aux opérations préalables à la réception et à la remise des ouvrages : Le titulaire, informé de la date à laquelle il est procédé aux opérations préalables à la réception, fournit avant cette date à l'acheteur, un rapport récapitulatif signalant en particulier ceux de ses avis qui n'ont pas été suivis d'effet ;
- Fourniture des documents établissant la conformité des ouvrages construits aux dispositions présentées à la Commission de Sécurité et fourniture à l'acheteur d'un rapport complet destiné notamment à la Commission de Sécurité préalablement à l'ouverture des locaux au public.
- Participation à la réunion de la commission de sécurité ;
- Etablissement d'un Rapport Final de contrôle technique (RFCT)
- Etablissement du Rapport de Vérification Réglementaire après Travaux

A l'issue des travaux, une attestation de vérification d'accessibilité devra être établie et jointe à la déclaration d'achèvement des travaux.

5.4 – Examen des travaux effectués pendant la période de garantie de parfait achèvement

Durant la période de garantie de parfait achèvement, la mission du titulaire comporte les mêmes missions que pendant la phase de réalisation pour les travaux qui sont réalisés durant cette période.

A l'issue de cette période, il établit la mise à jour du RVRAT, ce second rapport récapitulatif reprenant un plan identique au rapport précédent.

ARTICLE 6 - PRIX ET MODALITES DE REGLEMENT DE LA MISSION

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire.

6.1 - Forme et contenu des prix

Les prix du marché sont hors TVA. Les montants des acomptes et du solde seront calculés en appliquant les taux de TVA en vigueur lors de l'établissement des pièces de paiement.

Lorsque le taux ou l'assiette des charges fiscales frappant la prestation est différent, à l'époque du fait générateur, du taux ou de l'assiette prévu dans le marché, les prix de règlement tiennent compte de cette variation.

Le prix rémunérant les prestations du marché est un prix global et forfaitaire. Il comprend toutes les charges fiscales et parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation.

En complément des dispositions de l'article 10.1 du CCAG-PI, il est précisé que le prix du marché inclut tous les frais résultants de l'exécution des missions confiées au titulaire y compris les assurances que le titulaire doit souscrire au titre de sa responsabilité civile professionnelle et sa responsabilité civile décennale. Ces frais incluent notamment ceux relatifs :

- aux tirages et à diffusion des documents écrits et graphiques que le titulaire doit établir dans le cadre de l'exécution de ses missions,
- aux achats, à la location et à la maintenance de matériels nécessaires à l'exécution des prestations confiées au titulaire.

6.2 - Détermination des prix de règlement

Les répercussions sur tous les prix du marché des variations des éléments constitutifs du coût des prestations s'effectuent conformément aux articles R. 2112-7 à R. 2112-12 du Code de la commande publique.

Elles sont réputées réglées par les stipulations ci-après.

6.2.1. Nature des prix

Les prix du marché sont révisables.

6.2.2 - Mode d'établissement des prix du marché

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois m0 (m0 Etudes) fixé dans l'acte d'engagement.

6.2.3 - Choix de l'index de référence

L'index de référence choisi en fonction de sa structure pour représenter l'évolution du prix des prestations du titulaire faisant l'objet du marché est l'index ingénierie ING publié au Bulletin officiel du Ministère chargé de l'Équipement ainsi qu'au Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment.

6.2.4 - Modalités de révision des prix

Les prix sont révisables selon la formule :

Le prix révisé (P) est obtenu en appliquant la formule paramétrique suivante :
Construction d'un bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres
CCAP-Mission de contrôle technique

$$P = P_o [0,15 + 0,85 (I_{m-4}/I_{m0-4})]$$

Dans laquelle :

- P est le prix révisé ;
- P_o est le prix initial indiqué à l'acte d'engagement et réputé établi sur la base des conditions économiques du "mois zéro" ;
- au dénominateur, figurent les valeurs des indices correspondant (I_{m0-4}) aux paramètres pour le mois antérieur de 4 mois au mois zéro ;
- au numérateur, figurent les valeurs de ces mêmes indices à une date antérieure de 4 mois au mois d'exécution des prestations (I_{m-4}).

Pour la mise en œuvre de cette formule, les calculs intermédiaires seront effectués avec au minimum quatre décimales et le coefficient applicable à P_o arrondi, le cas échéant, au millième supérieur.

6.3 - Modalités de règlement

6.3.1 - Avance

En application de l'option B.11.1 du CCAG-PI, une avance de 5% (cinq pour cent) pourra être versée au titulaire dans les conditions prévues aux articles R. 2191-3 à R. 2191-19 du Code de la commande publique.

Le taux de l'avance fixé au paragraphe précédent est porté à 10 % lorsque le maître d'œuvre du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise.

6.3.2 - Acomptes

Par dérogation aux articles 11.2 à 11.7 du CCAG-PI, le règlement des acomptes s'effectue dans les conditions suivantes :

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes calculés à partir de la différence entre deux décomptes successifs. Chaque décompte est lui-même établi à partir d'un état des prestations exécutées dans les conditions et dont la fréquence sont définis ci-après.

En application des articles 11.2, 11.4.1 et 11.5.2 du CCAG-PI, l'échéancier des paiements obéira au tableau ci-après :

| Mission du titulaire | Date d'exigibilité |
|---|---|
| Intervention en phase APS | 100% à la remise du rapport |
| Intervention en phase APD | 60% au prorata temporis de l'avancement des études 40% à la remise du rapport |
| Intervention en phase PRO-DCE | 60% au prorata temporis de l'avancement des études 40% à la remise du rapport |
| Intervention en phase ACT | 100% au prorata des montants des projets marchés analysés |
| Intervention en phase travaux | 80% au prorata temporis d'avancement des travaux selon le planning d'exécution 20% à la remise du RFCT |
| Intervention en période de garantie de parfait achèvement | 100% à l'achèvement du délai de garantie ou de sa prolongation par l'acheteur |

Etat périodique :

L'état périodique établi par le titulaire indique les prestations effectuées par celui-ci depuis le début du marché, par référence aux éléments constitutifs de la mission. L'état périodique sert de base à l'établissement par le titulaire du projet de décompte périodique auquel il est annexé.

Construction d'un bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres
CCAP-Mission de contrôle technique

Projet de décompte périodique :

Le projet de décompte correspond au montant des sommes dues au titulaire, résultant des prestations effectuées depuis le début du marché. Ce montant est évalué en prix de base.

Le projet de décompte périodique comporte les éléments définis à l'article 11.3 du CCAG-PI.

L'acheteur accepte ou rectifie le projet de décompte périodique et dresse un état d'acompte périodique.

Acompte périodique :

Le montant de l'acompte périodique de la période P à verser au titulaire est déterminé par l'acheteur qui dresse à cet effet un état faisant ressortir :

- le montant du décompte périodique ci-dessus ;
- l'avance et, dès que nécessaire, sa part de récupération.
- les pénalités éventuelles appliquées ;
- le surcoût des prestations éventuellement réalisées aux frais et risques du titulaire ;
- l'incidence de la révision des prix appliquée conformément à l'article 6.2.4 ci-dessus sur la différence entre les décomptes périodiques respectivement de la période P et de la période précédente P-1 ;
- l'incidence de la TVA ;
- le montant total de l'acompte à verser augmentée éventuellement des intérêts moratoires dûs.

L'acheteur notifie au titulaire l'état d'acompte ; s'il modifie le décompte périodique remis par le titulaire, il joint le décompte modifié.

Le paiement de l'acompte interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R. 2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

L'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 rend obligatoire la facturation électronique pour les émetteurs de facturation à destination des établissements publics, l'Etat et les collectivités territoriales.

Depuis le 1er janvier 2021, seules les factures déposées sur le serveur CHORUS PRO sont déclarées comme réceptionnées. Les factures doivent être transmises via le portail CHORIS PRO accessible par internet à l'URL

<https://chorus-pro.gouv.fr> ; soit

- En déposant ses factures en version PDF,
- En saisissant en ligne ses factures sur le portail.

Pour connaître les préalables techniques et toutes les informations complémentaires : <https://communaute.chorus-pro.finances.gouv.fr/>

Par dérogation aux dispositions de l'article 11.2 du CCAG-PI, la gestion des acomptes pour le titulaire peut être assurée par traitement informatique, actuellement EDIFLEX, celui-ci prend en charge le dépôt et la transmission des factures dématérialisées sur le serveur CHORUS PRO dans les conditions fixées à l'annexe n° 4 du présent CCAP. Un paramétrage doit être mis en œuvre au préalable

Toutefois, ainsi que le prévoit l'article R. 2192-13 du Code de la commande publique, le point de départ du délai global de paiement est la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement.

6.3.3 – Paiement du solde - Décompte final - Décompte général

Par dérogation à l'article 11.7 du CCAG-PI, le paiement du solde du marché est effectué dans les conditions suivantes.

Après réception des prestations faisant l'objet du marché ou, si le marché est fractionné, d'une phase assortie d'un paiement partiel définitif, le titulaire doit adresser à l'acheteur le décompte final du marché accompagné de sa demande paiement pour solde.

Ce décompte établit le montant, en prix de base, des sommes auxquelles le titulaire peut prétendre du fait de l'exécution du marché. Il est remis à l'acheteur, par lettre recommandée avec avis de réception postal ou lui remet contre récépissé dûment daté et inscrit sur un registre tenu à cet effet, dans un délai de **trente jours calendaires** à compter de la date de notification de la décision de réception des prestations.

Le décompte final est accepté ou rectifié par l'acheteur pour tenir compte, le cas échéant, de l'application des termes correctifs, pénalités ou sommes mises au frais et risques visés aux articles correspondants du présent CCAP.

L'acheteur accepte ou rectifie le décompte final, puis établit le décompte général. Le décompte général est établi dans les mêmes conditions que celles définies pour l'établissement des acomptes mensuels.

Ce décompte général est notifié au titulaire avant la plus tardive des deux dates ci-après :

- 15 jours calendaires à compter de la réception du décompte final ;
- 15 jours calendaires après la parution de l'index permettant la révision du solde.

Le titulaire dispose d'un délai de 30 jours calendaires pour remettre à l'acheteur le décompte général signé, avec ou sans réserve, ou faire connaître les raisons pour lesquelles il refuse de le signer. Passé ce délai et par dérogation à l'article 43 du CCAG-PI, le décompte général est réputé accepté par le titulaire. Il devient ainsi le décompte général et définitif.

Le paiement du solde interviendra dans le délai global de paiement fixé à l'article R.2192-10 du Code de la commande publique. Ce délai court à compter de la date de réception du décompte général et définitif par l'acheteur.

En cas de contestation du titulaire sur le montant de la somme due, l'acheteur procède, dans les délais prévus au précédent alinéa, au paiement des sommes qu'il a admises au titre du décompte général. Le complément est payé, le cas échéant, après règlement du désaccord.

ARTICLE 7 - ARRET DANS L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Conformément à l'article 22 du CCAG-PI, l'acheteur se réserve la possibilité d'arrêter l'exécution des prestations au terme de chacune des parties techniques telles que définies aux articles 5.2 à 5.4 du présent CCAP.

La décision d'arrêter l'exécution entraîne la résiliation du marché conformément aux dispositions fixées à l'article 22 du CCAG-PI.

Dans le cas d'arrêt momentané des prestations pour des causes non imputables au titulaire, le forfait de rémunération sera éventuellement modifié en fonction des incidences de l'allongement des délais dans les conditions précisées à l'article 9.2 du présent CCAP. Un avenant fixera les nouvelles conditions.

ARTICLE 8 - RESILIATION

Il sera fait, le cas échéant, application du chapitre 7 du CCAG-PI (articles 36 à 42) avec les précisions et dérogations suivantes :

8.1 - Résiliation pour motif d'intérêt général

Si l'acheteur décide la cessation définitive de la mission du titulaire pour motif d'intérêt général dans le cadre de l'article 40 du CCAG-PI, le titulaire a le droit d'être indemnisé du préjudice qu'il subit éventuellement du fait de cette décision. Pour la fixation de la somme forfaitaire figurant au crédit du titulaire, à titre d'indemnisation, le pourcentage est fixé à quatre pour cent (4%).

8.2 - Résiliation du marché aux torts du titulaire

Par dérogation à l'article 41.2 du CCAG-PI, si le présent marché est résilié dans l'un des cas prévus à l'article 39.1 du CCAG-PI, le marché est résilié sans indemnité et la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire et acceptées par l'acheteur est rémunérée avec un abattement de 15 %. Le pourcentage d'abattement est fixé à 10 %, si la résiliation est prononcée dans les cas prévus au c), j) et k) de l'article 39.1 du CCAG-PI.

Construction d'un bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres
CCAP-Mission de contrôle technique

En complément, il est spécifié que dans le cas où il manquerait à ses obligations contractuelles, une mise en demeure préalable lui est adressée, précisant les points sur lesquels le titulaire est défaillant.

Le délai qui lui est accordé pour pallier cette défaillance est fixé à 15 jours à dater de la réception de la mise en demeure.

8.3 - Résiliation pour perte de l'agrément de contrôleur technique

En cas de non-renouvellement ou de perte de l'agrément du titulaire portant sur les domaines concernés par le présent marché celui-ci est résilié de plein droit et dans les conditions de l'article 39 du CCAG-PI.

8.4 – Exécution de la prestation aux frais et risques

En application de l'article 27 du GGAG-PI, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché prononcée pour faute du titulaire.

Par dérogation à l'article 27.1 du CCAG-PI, la mise au frais et risques peut intervenir même en l'absence décision de résiliation après une mise en demeure restée infructueuse si celle-ci le mentionne expressément.

ARTICLE 9 - DELAIS - PENALITES DE RETARD - PROLONGATION DE DELAI

Le marché est conclu pour une durée allant de sa date de notification et prend fin à la date d'achèvement des missions confiées au titulaire. Cette date correspondant à la date de fin de la dernière garantie de parfait achèvement des marchés de travaux et de mise en service.

A titre indicatif la durée prévisionnelle du marché est estimée à 57 mois à compter de la notification y compris période de garantie de parfait achèvement.

9.1 Délais prévisionnel d'exécution des prestations

L'acte d'engagement et le planning figurant en annexe n°3 au CCAP fixent le délai d'exécution prévisionnel de la mission.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du C.C.A.G.-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant.

9.1.1 Délais en phase de conception

Les délais dont le titulaire dispose pour remettre son rapport, à compter de la réception des documents correspondants sont les suivants :

| | |
|-------------------------------|--------------------|
| Intervention en phase APS | Deux (2) semaines |
| Intervention en phase APD | Deux (2) semaines |
| Intervention en phase PRO-DCE | Trois (3) semaines |
| Intervention en phase ACT | Une (1) semaine |

9.1.2 Délai en phase de réalisation et de période de garantie de parfait achèvement

Le titulaire dispose d'un délai de dix (10) jours pour l'examen des documents d'exécution à compter de la réception de ceux-ci.

Le titulaire dispose d'un délai de deux (02) mois, à compter de la réception de la demande de l'acheteur, pour remettre son RFCT, ainsi que le RFCT mis à jour à l'issue de la période de garantie de parfait achèvement.

9.2 Dépassement du délai d'exécution non imputable au titulaire

En cas de dépassement du délai de réalisation des études du maître d'œuvre, il ne sera pas alloué de rémunération complémentaire au titulaire.

Construction d'un bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres
CCAP-Mission de contrôle technique

Dès que le titulaire est en mesure de constater que le délai d'exécution des travaux tel que défini dans le planning prévisionnel sera dépassé, il en avise l'acheteur par écrit.

Le titulaire établit alors une proposition, accompagnée d'un mémoire justificatif détaillé, sur la base du bordereau des prix joint en annexe n° 2 à l'acte d'engagement, de la nature et de la composition de l'équipe qu'il juge nécessaire pour mener à terme sa mission en fonction des nouveaux objectifs fixés par l'acheteur.

Le montant de cette proposition ne pourra dépasser le montant de la rémunération moyenne mensuelle en phase de suivi des travaux (défini par la division du montant indiqué pour la phase « intervention en phase chantier » à l'annexe n° 2 de l'acte d'engagement par la durée en mois des travaux telle qu'elle apparaît à l'annexe n° 3 du CCAP), multiplié par le nombre de mois de décalage minoré de 3 mois.

Sur la base de cette proposition et après négociations avec l'acheteur, un avenant au présent contrat est établi.

9.3 Prolongation du délai d'exécution

Par dérogation à l'article 13.3 du CCAG-PI, le titulaire est dispensé de signaler les causes qui sont le fait de l'acheteur ou qui proviennent d'un événement ayant le caractère de force majeure et qui viendraient à faire obstacle à l'exécution de son marché.

Dans ces cas, la prolongation de délai est accordée par décision unilatérale de l'acheteur.

9.4 Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-PI, et en cas de retard, le titulaire encourt les pénalités suivantes.

Toutes les pénalités issues des articles 9.4.1 à 9.4.8 du présent CCAP ne sont pas assujetties à la TVA. Les pénalités ne sont pas révisables.

9.4.1 - Généralités

L'application des pénalités sera effectuée par précompte sur les décomptes mensuels du titulaire.

Par dérogation à l'article 3.2.4 du CCAG-PI, lorsque le délai dont dispose le titulaire expire un samedi, dimanche ou jour férié, le délai n'est pas prolongé jusqu'au jour ouvré suivant, la pénalité correspondante s'appliquant à partir du premier jour suivant l'expiration du délai et s'achève le jour de la date réelle de fin d'exécution de la prestation.

Les pénalités seront appliquées sans mise en demeure, sur simple constat du retard et sans que le titulaire ne soit invité à faire ses observations par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG PI.

Il ne sera pas appliqué de pénalités de retard si le retard est imputable au maître d'ouvrage.

Les pénalités pourront, le cas échéant, se cumuler.

9.4.2 Dépassement des délais de production des documents

En cas de retard dans la remise d'un document, le titulaire encourt une pénalité par jour calendaire de retard fixée comme suit :

300€ HT pour les rapports d'examen relatifs à chaque phase de conception et pour le RVRAT.

300€ HT par document pour les avis sur documents d'exécution.

9.4.3 - Production des documents visés aux articles D.8222-5 et -7 du Code du travail

Sur demande écrite de l'acheteur, en recommandé avec accusé de réception, le titulaire produira les documents visés à l'article 1.10 du présent CCAP (article D. 8222-5 et -7 du Code du travail). Une pénalité de 300 € HT par jour de retard sera appliquée en cas de retard dans la production des documents, dans le délai que l'acheteur aura fixé dans son courrier.

En application de l'article L. 8222-6 du Code du travail, le montant des pénalités est, au plus égal à 10 % du montant du marché et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail.

9.4.5 - Production des attestations d'assurance de responsabilité civile en cours de chantier et après travaux et de responsabilité civile décennale

Conformément à l'article 11.2 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer à l'acheteur ses attestations d'assurances dans un délai de 15 jours à compter de la notification du marché.

En cas de retard dans la remise de ces documents, la pénalité suivante sera appliquée : 300 € HT par jour de retard.

9.4.6 - Transmission des contrats de sous-traitance à l'acheteur.

Conformément à l'article 1.7 du présent CCAP, le titulaire est tenu de communiquer le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque celui-ci en fait la demande.

En cas de retard dans la remise de ces documents et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG-PI, la pénalité suivante sera appliquée : 300€ HT par jour de retard.

9.4.7 Pénalités pour non-déclaration de changement de domiciliation bancaire

L'absence de déclaration de changement de domiciliation bancaire se verra sanctionnée de pénalités dont le montant sera égal aux intérêts moratoires induits par le retard de paiement qui en aura résulté.

ARTICLE 10 - ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du titulaire s'achève à la fin du délai de « parfait achèvement » (prévue à l'article 44 du CCAG applicable aux marchés de travaux) ou après prolongation de ce délai si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période. Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve.

L'achèvement de la mission du titulaire fait l'objet d'une décision établie sur sa demande par l'acheteur dans les conditions de l'article 29 du CCAG-PI et constatant que le titulaire a rempli toutes ses obligations.

ARTICLE 11 - CLAUSES DIVERSES

11.1 - Cautionnement - Retenue de garantie

Le marché ne prévoit pas de retenue de garantie. Le recouvrement des sommes dont le titulaire serait reconnu débiteur au titre du marché sera effectué selon la procédure de l'ordre de reversement.

11.2 - Assurances

11.2.1 - Assurance décennale

Le titulaire est tenu de s'assurer, pour garantir sa responsabilité décennale.

La police sera souscrite auprès d'une compagnie dûment agréée par la Direction des Assurances et comportera des garanties en rapport avec l'importance de l'opération.

11.2.2 - Responsabilité professionnelle autre que décennale

Le titulaire devra être titulaire d'une police d'assurance souscrite auprès d'une compagnie notoirement solvable, destinée à couvrir ses responsabilités civiles et professionnelles, autres que décennales, pour un montant en rapport avec l'importance de l'opération.

11.2.3- Assurance complémentaire

Le titulaire devra, s'il y a lieu, souscrire une police complémentaire si celle existant n'est pas considérée comme suffisante par l'acheteur pour assurer la couverture des risques liés à cette opération.

11.2.4 - Justification

Le titulaire du présent marché devra justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la date de la notification du marché, et ensuite chaque année à l'échéance, qu'il est bien titulaire d'un contrat d'assurance garantissant sa responsabilité civile professionnelle et décennale découlant des dispositions des articles 1792, 1792-1 et suivant et à l'article 2270 du Code Civil. Ce contrat sera souscrit auprès d'un assureur pratiquant habituellement la souscription des garanties prévues à l'article L. 241- 1 du Code des assurances avec une marge de solvabilité qui devra être jugée comme suffisante par rapport à la moyenne constatée sur le marché français de l'assurance pour l'année écoulée.

La liste exacte des activités pour lesquelles le titulaire est garanti et les montants des garanties seront détaillés dans l'attestation. Ce contrat comportera une clause assurant le maintien de la garantie pour toute la durée de la responsabilité pesant sur l'assuré pour tous les chantiers ouverts pendant la durée de validité de celui-ci.

De plus il sera souscrit avec abrogation de la règle proportionnelle dans tous les cas et il garantira également les sous-traitants de niveau 1 (mais uniquement pour les activités pour lesquelles le titulaire est garanti à titre principal).

Le titulaire du présent marché fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que celui-ci s'engage à aviser l'acheteur lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (L 113 - 3 du Code des assurances) ainsi qu'à l'occasion de la résiliation du contrat quelque en soit le motif.
Une attestation semblable devra être fournie à l'ouverture du chantier.

En cas de retard dans la remise des documents visés au présent article, le titulaire encourt la pénalité fixée à l'article 9.4.5 du présent CCAP.

ARTICLE 12 - UTILISATION DES RESULTATS

Les modalités d'utilisation des résultats et précisions les droits respectifs de l'acheteur et du titulaire en la matière sont définies aux articles 32 à 35 du CCAG-PI.

ARTICLE 13 - OBLIGATION DE DISCRÉTION

Le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents recueillis au cours de sa mission.
Ces renseignements ou documents ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

Le titulaire s'interdit d'utiliser les documents qui lui sont confiés à d'autres fins que celles qui sont prévues par le présent marché.

ARTICLE 14 – REGLEMENT DES LITIGES

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, la juridiction à saisir est le Tribunal administratif de Paris.

Toutefois le différend peut être soumis à l'avis du Comité consultatif du règlement amiable.

ARTICLE 15 TRAITEMENT DES DONNEES ESSENTIELLES AYANT LE CARACTERE DE DONNEES PERSONNELLES

§ 1. Le traitement des données essentielles du marché public

L'OPPIC est tenu de publier les données essentielles du présent marché sur son profil acheteur, conformément à l'article L. 2196-2 du Code de la commande publique, étant précisé que cette publication rend les données publiques.

Construction d'un bâtiment de réserve sur le site de la Manufacture de Sèvres
CCAP-Mission de contrôle technique

A ce titre, l'identification du Titulaire est obligatoirement publiée conformément à l'article R. 2196-1 du Code de la commande publique et à l'arrêté du 14 avril 2017 relatif aux données essentielles dans la commande publique.

§. 2 Le traitement des données essentielles ayant le caractère de données personnelles

Dès lors que l'identification du Titulaire constituerait une donnée personnelle (au sens du règlement n°2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés), le traitement des données concernées sera réalisé conformément aux dispositions issues de ces mêmes textes.

La licéité du traitement est fondée sur l'obligation légale de publication des données essentielles du marché public, au sens des textes susvisés au § 1.

La finalité poursuivie par ce traitement correspond à la mise en conformité avec l'obligation de publication des données essentielles conformément à l'objectif de transparence dans les procédures de passation des marchés publics et à l'ouverture des données en commande publique. Seules les données nécessaires à la poursuite de cette finalité du traitement seront traitées.

Les données seront conservées pour une durée minimale de cinq ans après la fin de l'exécution du marché public sur le profil acheteur à l'exception des données essentielles dont la divulgation serait devenue contraire aux intérêts en matière de défense ou de sécurité ou à l'ordre public.

Les données traitées seront disponibles au public en ligne sur le profil acheteur de l'OPPIC (<https://www.marches-publics.gouv.fr>).

Le Titulaire prend à sa charge l'obligation d'information des personnes physiques dont il communique des données personnelles dans le cadre du présent Marché. A titre d'information du Titulaire, cela concerne notamment les éventuels contacts administratifs, financiers, ou personnes habilitées à engager juridiquement la personne morale. Cette obligation est étendue, si nécessaire, aux sous-traitants.

Sous réserve de l'exécution de son obligation légale de publication par l'OPPIC et conformément à la réglementation en vigueur sur la protection des données, le Titulaire bénéficie du droit demander à l'OPPIC l'accès aux données personnelles, la rectification ou l'effacement de celles-ci, leur portabilité, la limitation du traitement relatif à la personne concernée, ou de s'opposer au traitement.

Le Titulaire peut porter une réclamation devant la Commission nationale de l'informatique et des libertés (CNIL), 3 Place de Fontenoy - TSA 80715 - 75334 PARIS CEDEX 07.

ARTICLE 16 - DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG-PI, le présent CCAP ne récapitule pas la liste des articles du CCAG susvisé auxquels il déroge.